



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de l'administration pénitentiaire**

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**Ministère de la Justice
Direction interrégionale des Services pénitentiaires de Paris
Département du Budget et des Finances
Unité des Achats et des Marchés Publics
3, avenue de la Division Leclerc
B.P. 103
94267 FRESNES CEDEX
Tél: 01 88 28 70 00**

**MARCHE DE PRESTATIONS DE PROGRAMMES PERSONNALISES D'ACCOMPAGNEMENT A
L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PPAIP)
DANS LES ETABLISSEMENTS DE LA DISP DE PARIS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)
N°1002026
Commun aux 8 lots du marché**

Code de la Commande Publique du 01 avril 2019

Le présent CCAP définit les modalités de mise en œuvre contractuelle et administrative communes à tous les lots du présent marché.

Le présent document comporte 37 pages dont la page de garde.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET DU MARCHE– DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1– OBJET DU MARCHE.....	4
1.2 - TYPE ET FORME DE MARCHE.....	4
LES BONS DE COMMANDE SONT NOTIFIES PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR AU FUR ET A MESURE DES BESOINS, ET CONFORMEMENT AUX ARTICLE R.2162-13 ET R.2162-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....	4
1.3 - ALLOTISSEMENT	4
1.4 - PERIMETRE DU MARCHE.....	5
1.5 – ESTIMATION DU MARCHE ET MONTANT MAXIMUM.....	5
ARTICLE 2 - DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE - DEBUT DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3- PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
3.1 - PIECES PARTICULIERES.....	5
3.2 - PIECES GENERALES.....	6
ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	6
ARTICLE 5 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	6
ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	7
7.1 CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
7.1.1 - Émission et délai d’exécution des bons de commande	7
7.1.2 – Délais d’exécution	8
7.2 – OBLIGATIONS GENERALES	8
7.3 – OBLIGATION DE MOYENS	9
7.4 - OBLIGATIONS DE LUTTER CONTRE LE SEPARATISME, LES ATTEINTES A LA CITOYENNETE ET LA DISCRIMINATION ENTRE LES FEMMES/HOMMES	9
7.5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
7.5.1 - Hygiène et Sécurité.....	10
7.5.2 - Indisponibilité et remplacement du personnel	10
7.5.3 - Grèves	11
7.5.4 - Protection de la main d’œuvre	11
7.5.5 - Obligations relatives au dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	12
7.5.6 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	12
ARTICLE 8 SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’ACCES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES.....	13
ARTICLE 10 – PENALITES.....	14
ARTICLE 11 – SANCTIONS.....	16
11.1 – SANCTIONS ENCOURUES EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	16
11.2 – RESILIATION DU MARCHE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D’ALERTE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	16
11.3 – RESILIATION DU MARCHE POUR FAUTE DU TITULAIRE	16
11.4 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE 12 – PRIX DU MARCHE - CONTENU – VARIATION	18

12.1- PRIX DU MARCHÉ.....	18
12.2- REPARTITION DU MONTANT EN CAS DE GROUPEMENT	18
12.3- CONTENU DES PRIX.....	18
ARTICLE 13 - AVANCE.....	18
ARTICLE 14 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	19
14.1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT PAR LE TITULAIRE	19
14.2 – MODALITES ET DELAI DE PAIEMENT.....	20
14.3 - SPECIFICITES	21
ARTICLE 15 - CLAUSES DE REEXAMEN	22
ARTICLE 16 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	23
ARTICLE 17 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	24
ARTICLE 18 – NANTISSEMENT.....	24
ARTICLE 19 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ.....	24
19.1 – INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ.....	24
19.2 – FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	24
ARTICLE 20 – RESILIATION	25
20.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ.....	25
20.2 RESILIATION POUR CAS DE FORCE MAJEURE.....	25
20.3 RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	25
20.4 – RESILIATION DU MARCHÉ POUR FAUTE DU TITULAIRE	25
20.5 – RESILIATION DU MARCHÉ DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D’ALERTE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	25
ARTICLE 21 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE.....	26
21.1 ASSURANCE.....	26
21.2 DEVOIR DE CONSEIL.....	26
21.3 RESPONSABILITE.....	26
ARTICLE 22 - DROIT, LITIGE ET LANGUE	27
ARTICLE 23 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES	28
23.1 CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DE CE MARCHÉ	28
23.2 CONFIDENTIALITE DES DONNEES	28
23.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	29
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	31

Le présent document est complété des annexes suivantes :

CCAP _ Annexe n°1 – Engagements de Confidentialité

CCAP _ Annexe n°2 – Dispositions communes

CCAP _ Annexe n° 3 – Adresses et contacts des sites

ARTICLE PREMIER – OBJET DU MARCHÉ– DISPOSITIONS GENERALES

1.1– Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestation relative à un programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle (PPAIP) au bénéfice des personnes placées sous-main de justice (PPSMJ), pour les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Paris.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Type et forme de marché

Le présent marché à bon de commande porte sur un marché public de services sociaux, passé sous forme d'une procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique et R.2123-1 du code de la commande publique ainsi que l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques.

Chaque lot est un marché mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 7 500 000 euros HT et TTC, mis en œuvre par l'émission de bons de commande, conclu selon les règles des articles, R.2162-3, R.2162-13 et R.2192-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, et conformément aux article R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

1.3 - Allotissement

Le présent marché est alloti en huit (8) lots géographiques faisant chacun l'objet d'un marché distinct, répartis de la manière suivante :

- **Lot 1 : Département 75 Paris**
- **Lot 2 : Département 77 Seine et Marne**
- **Lot 3 : Département 78 Yvelines**
- **Lot 4 : Département 91 Essonne**
- **Lot 5 : Département 92 Haut de Seine**
- **Lot 6 : Département 93 Seine Saint Denis**
- **Lot 7 : Département 94 Val de Marne**
- **Lot 8 : Département 95 Val d'Oise**

1.4 - Périmètre du marché

Les lieux d'exécution des prestations sont les locaux des SPIP - en milieu ouvert et en milieu fermé (en établissement) - de la DISP de Paris référencés dans l'annexe n° 3 du présent CCAP, ainsi que les locaux du Titulaire (DISP de Paris).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des rajouts ou des suppressions de sites bénéficiaires des prestations. Toute modification de site donnera lieu à la signature d'un avenant au marché. Le prix proposé dans l'avenant devra être cohérent et similaire aux prix du BPU.

1.5 – Estimation du marché et montant maximum

Lot	Montant Maximal du marché par Lot
Lot 1	400 000 €
Lot 2	1 800 000 €
Lot 3	350 000 €
Lot 4	1 200 000 €
Lot 5	1 300 000 €
Lot 6	650 000 €
Lot 7	1 100 000 €
Lot 8	700 0000 €

Le montant maximal du marché est de 7 500 000 euros, tout lot compris.

ARTICLE 2 - DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE - DEBUT DES PRESTATIONS

Les marchés sont conclus pour une période initiale de deux (2) ans ferme à compter de leur date de notification. Ils pourront être reconduits tacitement, deux (2) fois à leur date d'anniversaire, par périodes successives d'un (1) an, sans que leur durée totale ne puisse excéder quatre (4) années.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'y opposer et les dispositions du Code de la commande publique seront applicables de plein droit. En cas d'absence de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire du marché, deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3- PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**3.1 - Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;

- Le cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots (CCAP) ;
- L'annexe 2 au CCAP sur les obligations de confidentialité à faire signer ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots (CCTP) ;
- La proposition technique du Titulaire (cadre de réponse annexe au règlement de la consultation et tous les éléments annexés).

3.2 - Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n°0078 du 1 avril 2021) Le C.C.A.G. - F.C.S. n'est pas joint au marché, il est réputé connu des entreprises et est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr>

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), pour l'ensemble des lots sont :

Classifications principales et complémentaires
75231240-8 – Services de réinsertion
80530000- Services de formation professionnelle
79611000-0 – Services de recherche d'emploi

ARTICLE 5 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P). Par le seul fait d'avoir soumissionné, le Titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant l'appel d'offres et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le présent CCAP et le CCTP. Le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le marché comporte des dispositions environnementales.

Le Titulaire s'engage à mener des actions obligatoires pour favoriser la transition énergétique pour la croissance verte.

Ces actions peuvent s'exécuter à n'importe quel stade du cycle de vie des prestations du marché. Elles doivent participer aux politiques suivantes :

- **La promotion de moyens de mobilités durables ou de dispositifs visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre** : Cette politique peut notamment s'appliquer par la promotion de moyens ou services alternatifs à l'usage d'automobiles (vélo, co-voiturage, transports en commun), la mise à disposition de véhicules à faible émission de CO₂ (<60 g/km) ou tout dispositif visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (ex : mise à disposition de place de parking pour les salariés pratiquant le co-voiturage, versement de primes incitatives non obligatoires, actions de sensibilisation, politique interne à l'entreprise, etc.)
- **La lutte contre le gaspillage et la promotion d'une économie circulaire**. Cette politique peut notamment s'appliquer grâce aux engagements du Titulaire de diminuer sa consommation papier et sa consommation numérique en instaurant une politique de sensibilisation des agents aux écogestes numériques et à la consommation durable ; de favoriser le recyclage ou la donation de biens et matériaux.

Suivi des engagements : Le Titulaire doit fournir à la DISP de Paris un bilan annuel des résultats relatifs à la mise en œuvre de ces engagements.

En cas de non-exécution de la présente clause, les pénalités prévues à l'article 10 du CCAP pourront être appliquées.

ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Conditions d'exécution des prestations

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les accords-cadre sont exécutés par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

7.1.1 - Émission et délai d'exécution des bons de commande

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire. Le marché s'exécute au moyen d'émission de bons de commande établis par les établissements du ressort de la DISP de Paris.

Les prestations sont à exécuter à l'adresse indiquée sur les bons de commande. Les bons de commande sont transmis au titulaire par courrier, courriel ou par télécopie par le DPFAC (Département de la Performance Financière, des Achats et de la Conformité), ainsi que les différents services de la DISP de PARIS.

- Contenu des bons de commande

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date d'émission du bon de commande,
- Le numéro du bon de commande,
- Le délai d'exécution des prestations,
- Le numéro du marché,
- Le numéro d'engagement juridique initial (EJ marché),
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- La désignation et l'adresse de facturation,
- Les montants HT et TTC des consommables,
- Les montants HT et TTC des prestations courantes,
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles,
- Le taux et le montant de la TVA de chacune des prestations,
- Le montant HT et TTC du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

7.1.2 – Délais d'exécution

Les bons de commande devront être exécutés dans les délais prévus pour chaque type de prestation après réception du bon de commande.

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Ainsi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.2 – Obligations générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur le mois précédent la date de remise des offres à l'appel d'offres du marché).

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer :

- Aux dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- Aux termes réglementaires, parus ou à paraître, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise, et notamment à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

En outre, le Titulaire doit faire bénéficier son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à venir pendant la durée du marché.

Le Titulaire doit également respecter les dispositions internationales en matière de droit de l'environnement, social et du travail, listées en annexe n°10 du code de la commande publique.

Autorisations d'accès

Les obligations d'autorisations d'accès aux établissements pénitentiaires sont indiquées à l'article 9 du présent CCAP.

La personne publique se réserve le droit d'interdire l'accès à une personne non habilitée et de demander le retrait ou le remplacement immédiat d'un ou plusieurs personnels ne donnant pas satisfaction aux dispositions définies à l'article 9 du présent CCAP. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

7.3 – Obligation de moyens

Le marché est assorti d'une obligation de moyens.

Le Titulaire doit mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer les prestations dans les conditions optimales et d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

Également, l'obligation de moyens implique que le Titulaire ait élaboré et décrit un dispositif de contrôle permettant d'observer la qualité de la prestation. Ce dispositif de contrôle est décrit dans le mémoire technique du Titulaire.

7.4- Obligations de lutter contre le séparatisme, les atteintes à la citoyenneté et la discrimination entre les Femmes et les Hommes

L'objet du présent marché est l'exécution d'un marché public, qui soumet le Titulaire du marché à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Par conséquent, le Titulaire, est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitant de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire doit également s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, et égalité entre les femmes et les hommes.

Le Titulaire devra veiller à ce que ses éventuels sous-traitants respectent eux-mêmes ces obligations. A ce titre, le contrat de sous-traitant doit être transmis au pouvoir adjudicateur.

Tout manquement à ces obligations légales entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

7.5 - Obligations du Titulaire

Le Titulaire recrute, en quantité et en qualité le personnel nécessaire à la parfaite exécution du marché. Il assure la gestion et le contrôle de son personnel.

Le Titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols, des pertes ou des indiscretions qui pourraient être commis par ses préposés.

Le Titulaire et son personnel sont soumis au secret professionnel, ainsi qu'aux obligations de discrétion professionnelle, de réserve et de neutralité.

7.5.1 - Hygiène et Sécurité

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants et son personnel des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Afin d'assurer la sécurité des lieux, aucune personne ne peut accéder aux locaux sans y avoir été autorisée.

En cas d'inobservation par le Titulaire des règles d'hygiène et de sécurité, l'administration pénitentiaire se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer au Titulaire, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions. **Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au marché.**

7.5.2 - Indisponibilité et remplacement du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à la réalisation des prestations faisant l'objet du marché doit être présenté dans les 25 jours suivant la notification du marché.

En cas d'indisponibilité de son propre personnel, le Titulaire doit respecter le plan de continuité présenté dans son mémoire technique.

Toutefois, le mémoire technique du Titulaire doit être écarté si celui-ci est moins contraignant que les conditions suivantes :

- **En aviser, sans délai, le représentant de l'établissement bénéficiaire de la prestation,** et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la bonne exécution des prestations sans que celles-ci ne s'en trouvent compromises ou altérées.
- **Proposer au représentant de l'établissement bénéficiaire un remplaçant** disposant des compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres, les références et les qualifications **dans un délai de 72h.**

En cas de non-respect des délais de remplacement, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 10.1 du présent CCAP.

En outre, la DISP de Paris et ses établissements se réservent le droit d'interdire l'accès à une personne non habilitée et de **demande le retrait ou le remplacement immédiat d'un ou plusieurs personnels ne donnant pas satisfaction**. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

7.5.3 - Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de salariés, il appartient au Titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer les prestations dans leur intégralité, comme prévu au marché.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'exécuter les prestations au titre du marché dès le premier jour de grève, l'administration y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer le service. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

7.5.4 - Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire du marché s'engage à respecter les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le Titulaire est également tenu au respect des stipulations de huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail suivantes :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930),
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951),
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- La convention sur l'âge minimum (C138, 1973),
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article, et reste responsable du respect de ces obligations.

La DISP de Paris est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au Titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le Titulaire à l'application des dispositions de l'article 32 du C.C.A.G.-. F.C.S.

7.5.5 - Obligations relatives au dispositif de lutte contre le travail dissimulé

La loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit précise les obligations du pouvoir adjudicateur et du Titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé. Lorsque le Titulaire ne satisfait pas aux formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité après une mise en demeure préalable.

Le pouvoir adjudicateur enjoint au Titulaire de régulariser la situation dans les cas suivants :

- Il n'a pas produit les documents exigés par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'article L8222-1 du code du travail,
- Un agent de contrôle signale au pouvoir adjudicateur que le Titulaire ne respecte pas la réglementation relative à la lutte contre les différentes formes du travail illégal, conformément au dispositif d'alerte prévu par l'article L8222-6 du code du travail.

En l'absence de régularisation dans le délai fixé par décret en Conseil d'État, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités détaillées ci-après ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. Le montant des pénalités est égal à **10 % du montant du marché** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

7.5.6 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le Titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement fiscal en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte est l'**euro**.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration (DC4) du sous-traitant, comportant son identité et son adresse.

Aussi, et de manière générale, **en cas de constat de carence quant à l'application de ce présent article 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**, le pouvoir adjudicateur se réserve d'appliquer les dispositions prévues aux articles 10 et 11 du présent CCAP, et notamment le droit de faire appel à d'autres entreprises ou à utiliser d'autres moyens à sa disposition dont le coût sera supporté par le Titulaire, ou mettre fin au marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation pour résiliation.

ARTICLE 8 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché, dans les conditions fixées par le chapitre III – SOUS-TRAITANCE du Code de la commande publique. Par conséquent, **la sous-traitance totale des prestations est interdite.**

L'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions des articles R. 2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la DISP de Paris, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Suivant l'application des dispositions de l'article 5.3 du C.C.A.G.-F.C. S relatives aux mesures de sécurité, le Titulaire du marché est informé des modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements.

Le Titulaire et son personnel sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Chaque intervenant sur site doit signer et remettre au pouvoir adjudicateur l'annexe n°2 du CCAP.

Il ne peut en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

- **Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements**

Dès notification du marché, et à chaque fois que l'administration le demande, le Titulaire, ou son sous-traitant, doit fournir à chaque site destinataire des prestations, et pour chaque intervenant de leur société :

- **Une preuve que la personne destinataire de la demande d'autorisation appartient à la société**
- **Une photocopie recto/verso de la pièce d'identité en cours de validité du personnel intervenant sur site**

Ces documents seront utilisés aux seules fins d'obtention de l'extrait B2 du casier judiciaire. **A défaut de présentation de ces documents, ou en cas de refus d'autorisation d'accès, les intervenants ne pourront pas accéder aux sites.** Alors, l'Administration ne pourra pas être tenue responsable de l'impossibilité d'accès aux sites, et le Titulaire demeurera responsable de l'exécution de la prestation conformément au présent marché.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles de procédure pénale suivants : D220, D274, D277, D278 et D430.

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à une personne détenue ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance des personnes détenues ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit des personnes détenues ».

- **Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements pour les véhicules**

Dès notification du marché, le Titulaire doit fournir la liste des véhicules intervenants dans le cadre des prestations avec les immatriculations.

En dérogation de l'article 41 du C.C.A.G.-. F.C.S., **tout manquement à ces obligations entraînera, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable et dans les conditions décrites à l'article 11.1 du présent CCAP.**

ARTICLE 10 – PENALITES

L'application de pénalités est effectuée sans préjudices de la faculté de la DISP de Paris de prononcer toutes autres sanctions contractuelles et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risque du Titulaire comme stipulé à l'article 11 du présent CCAP.

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations, d'insuffisance ou de retards, le pouvoir adjudicateur applique de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités du présent article.

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à rémunération sans pénalité. Le Titulaire sera exonéré de toutes pénalités en cas de force majeure ou de mise en place de mesures de sécurité pénitentiaire par le chef d'établissement garantissant la sécurité des personnes. Il est à la charge du Titulaire d'apporter la preuve de l'impossibilité d'accès au site par son personnel.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités sont cumulables entre elles et sont dues quel que soit leur montant.

Toutefois, les pénalités ne peuvent pas dépasser 50% du montant total hors taxe (HT) de la facture sur laquelle les pénalités sont appliquées.

A notification de l'application d'une pénalité au Titulaire, celui-ci les applique sur la facture correspondante. Les pénalités s'appliqueront sur le montant HT de la facture et viendront en déduction du montant TTC.

- **Pénalités en cas de retard**

Pénalités forfaitaires
<u>Retard dans l'exécution complète de la prestation :</u> 5% du montant total HT de la facture par jour de retard

- **Pénalités en cas d'exécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations**

Pénalités forfaitaires
<u>Exécution partielle ou mauvaise exécution des prestations :</u> 8% du montant total HT de la facture trimestrielle <u>par jour d'exécution partielle</u> de cette prestation.

- **Pénalités en cas d'absence non remplacée du personnel prévue au planning**

Pénalités forfaitaires
<ul style="list-style-type: none"> - Non remplacement 24 à 48 heures : 10% du montant total HT de la facture trimestrielle - Non remplacement au-delà de 48 heures et jusqu'à 5 jours ouvrés : 15% du montant HT de la facture - Au-delà de 5 jours ouvrés : application d'une pénalité de 30% du montant total HT de la facture.

- **Pénalités en cas de non-respect des normes des pièces contractuelles du présent marché**

Pénalités forfaitaires
10% du montant total HT de la facture

- **Pénalités pour non-exécution des obligations environnementales et obligations sociales**

Pénalités forfaitaires
5% du montant total HT de la facture

ARTICLE 11 – SANCTIONS

11.1 – Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Lorsque la DISP. de Paris est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le Titulaire des obligations prévues aux articles L.8221-3 à L8221-5 du Code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le Titulaire mis en demeure devra apporter à la DISP de Paris la preuve qu'il a mis **fin à la situation délictuelle dans un délai de 15 jours**. A défaut de correction des irrégularités signalées, la DISP. de Paris informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Le montant des pénalités applicables, est, au plus égal à 10% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

11.2 – Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le Titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 10.2 du présent CCAP ou résilier le marché pour faute du Titulaire.

11.3 – Résiliation du marché pour faute du Titulaire

Par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, la DISP de Paris peut résilier le marché pour faute du Titulaire sans mise en demeure.

Les cas entraînant la résiliation pour faute du Titulaire du marché sont :

- 1) Le Titulaire, son personnel ou son sous-traitant, dans leurs comportements et/ou actions, font peser un risque sur les agents, les PPSMJ et/ou sur la bonne exécution du service public de la DISP de Paris ;
- 2) Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- 3) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le représentant du pouvoir adjudicateur ;

- 4) Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance, les documents prévus à l'article 7, de sous-traitance et la convention de groupement du CCAP, dans les conditions prévues ;
- 5) Le Titulaire déclare, indépendamment des cas de force majeure, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- 6) Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications de son entreprise de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- 7) Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- 8) Le Titulaire ou son sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, notamment celles prévues à l'article 7 du présent CCAP.
- 9) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- 10) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de 15 jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de 15 jours.
- 11) Le Titulaire ne respecte pas ses obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;

La résiliation du marché pour faute du Titulaire est prononcée au frais et risque du Titulaire.

Aucune indemnité ne sera due au Titulaire. Si la décision de résiliation du marché le mentionne expressément, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché, au frais et risque du Titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

11.4 – Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire

En cas de défaillance du Titulaire dans l'exécution des prestations objet du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues, aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de non-exécution de tout ou partie de la prestation, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le Titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne exécution des prestations.

Également, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

ARTICLE 12 – PRIX DU MARCHÉ - CONTENU – VARIATION

12.1- Prix du marché

Les prix du marché sont réputés fermes.

Le montant des prestations, faisant l'objet du marché, résulte des prix (exprimés en HT et TTC) mentionnés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

12.2- Répartition du montant en cas de groupement

Le groupement doit fournir dans les 5 jours suivant la notification du marché une convention de groupement momentané qui présente notamment la répartition des prestations et leurs montants entre cotraitants.

12.3- Contenu des prix

Les prix indiqués dans le BPU comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires pour tous les frais généraux, bénéfices, frais et charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

ARTICLE 13 - AVANCE

Sauf refus du Titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordé sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L.2191-2, L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-12 (régime général de l'avance) et R.2191-16 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Lorsque le Titulaire du marché public, ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 20%.

Aucune autre avance ne sera accordée. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande et **l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.**

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Note : Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article L.2191-2 à L.2191.3 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les paiements des prestations afférentes aux bons de commande se font par **mandat administratif** et sont à la charge de chaque établissement (centre de coût) bénéficiaire.

Les factures sont émises à terme échu, après l'admission des prestations.

Les prestations sont facturées conformément aux prix présentés au BPU, et selon l'article 4 du CCTP.

Selon le principe du règlement à service fait, le paiement ne peut intervenir qu'une fois la prestation réalisée.

Les règlements sont effectués selon les modalités de règlement précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

14.1- Présentation des demandes de paiement par le Titulaire

- **Envoi dématérialisé et recours à un portail**

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de **l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique**.

Le Titulaire doit recourir à un portail.

Utiliser le **portail Chorus Pro** accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

i) En déposant ses factures ;

ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr

A l'aide du portail Chorus factures, le Titulaire du marché doit adresser ses factures sous forme électronique.

Le portail Chorus factures offre les fonctionnalités suivantes :

- Adresser les factures dématérialisées des fournisseurs aux services de l'État (par saisie manuelle ou dépôt de PDF) ;
 - Suivre l'avancement du traitement des factures dématérialisées par les services de l'État.
- Ce service est gratuit.

- **Demandes de paiement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Outre les mentions légales, la facture est établie en un original et devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- L'adresse du Titulaire,
- Le numéro de SIREN ou de SIRET,
- La date et le numéro de la facture,
- Le numéro du compte bancaire ou postal (RIB fournis avec l'acte d'engagement),
- **Le n° du marché CHORUS,**
- **Le numéro d'EJ (engagement juridique) du BC Chorus,**
- L'adresse et l'identification du lieu d'exécution des prestations,
- Le délai d'exécution des prestations,
- La date du bon de commande correspondant,
- Les montants H.T. et T.T.C. des prestations exécutées,
- Les taux et les montants de la TVA,
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes,
- **La nature des prestations exécutées,**
- Le détail des prix unitaires si les prestations effectuées sont incomplètes ou non conforme,
- Le taux et le montant de la TVA,

En cas de révision des prix, le Titulaire indique les prix révisés par application du coefficient de calcul communiqué par la DISP de Paris renseigné à l'article 15.6 ci-dessus.

14.2 – Modalités et délai de paiement

Le règlement des factures se fait par mandat administratif.

Les factures sont émises, à terme échu.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires en application de l'article L.2192-12 à L.2192-14 du code de la commande publique, au bénéfice du Titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires (IM) sera le taux applicable égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération principale de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le paiement s'effectuera par mandat administratif.

14.3 - Spécificités

En cas de groupement, les factures de chaque cotraitant doivent renseigner l'indication précisant s'il y a paiement à un compte unique ouvert au nom du groupement. En cas de sous-traitance, les factures du Titulaire devront renseigner, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

- **En cas de sous-traitance :**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement, au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au Titulaire une copie des demandes de paiement produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- **Modalités de paiement en cas de groupement**

En cas de groupement conjoint, une convention de groupement momentané d'entreprise doit être remise au pouvoir adjudicateur dans les 5 jours suivant la notification du marché. Ladite convention doit organiser le fonctionnement interne du groupement.

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations déterminées dans la convention de groupement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement conformément à l'article 12.1.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

- **Modalités de paiement en cas de désaccord**

En cas de désaccord entre le Titulaire et la DISP de Paris, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par la DISP de Paris dans les conditions prévues à l'article 11.8.3 du C.C.A.G.- F.C.S., déduction faite des éventuelles pénalités.

ARTICLE 15 - CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes pourront s'appliquer en cours d'exécution du marché :

- **Ajout ou suppression de sites propre à chaque pouvoir adjudicateur suite à construction, déménagement ou extension de nouveaux sites ou autres situations.**

L'ajout ou la suppression de sites sera notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur et contractualisé par le biais d'un avenant. Un délai raisonnable sera alors laissé au Titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer au pouvoir adjudicateur un devis détaillé.

L'ajout ou la suppression de site fera l'objet d'une nouvelle décomposition du prix après accord des parties qui se substituera au précédant ainsi qu'au montant prévu et fixé initialement. **La fixation des prix pour les sites ajoutés devra obligatoirement être similaire et en cohérence avec les prix établis pour des sites similaires en termes de complexité et de superficie.** Les prestations à effectuer sur les nouveaux sites seront identiques à celles prévues au CCTP.

- **Changement de dénomination sociale du Titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la DISP de Paris et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (R.I.B) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

- **Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, la DISP de Paris procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article R2343-16 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (Titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la DISP procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

- **Théorie de l'imprévision**

En cas d'évènement imprévisible qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, et extérieur aux parties, bouleversant temporairement l'équilibre du marché, le Titulaire doit poursuivre l'exécution des prestations contre indemnisation par le pouvoir adjudicateur.

En revanche, si les évènements rendent temporairement impossible l'exécution des prestations, celles-ci seront suspendues. Le Titulaire ne pourra se prévaloir ni d'une demande de paiement de prestations non effectuées du fait de la suspension, ni d'une demande d'indemnités quelconque.

Si le bouleversement est définitif, le pouvoir adjudicateur peut proposer le réexamen du marché et permettre son rééquilibrage par le biais d'un avenant ; ou décider de la résiliation unilatérale du marché comme stipulé à l'article 20.2 du présent CCAP.

ARTICLE 16 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché en procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des prestations similaires.

ARTICLE 17 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur, une mise en demeure lui demandant, s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse, dans le délai d'un mois, à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 18 – NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article L.2191-8 et R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 19 – GESTION ET SUIVI DU MARCHE

19.1 – Interlocuteurs du marché

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris

Département Budget et Finances

Unité des Achats et des Marchés Publics (UAMP)

Courriels : LISTEDRSPPARISCELLULEMARCHE@justice.fr

19.2 – Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre la DISP. de Paris et le Titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information de la DISP de Paris doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- Soit directement au Titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé,
- Soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception par retour d'e-mail),
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le Titulaire procédera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DISP de Paris, dans un délai de 15 jour décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

Le Titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché s'applique conformément à l'article 39 du CCAG FCS.

20.2 Résiliation pour cas de force majeure

Lorsqu'un événement imprévisible qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, et extérieur aux parties, bouleverse définitivement l'équilibre économique du marché, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation unilatérale du marché. Aucune indemnité ne sera due au Titulaire.

20.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.- F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au Titulaire.

20.4 – Résiliation du marché pour faute du Titulaire

La résiliation pour faute du Titulaire est prévue à l'article 11.3 du présent CCAP.

20.5 – Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé

La résiliation dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé est prévue à l'article 11.2 du présent CCAP.

ARTICLE 21 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

21.1 Assurance

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G-F.C.S, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

En conséquence, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent contrat, et avant tout commencement d'exécution**, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile et au titre de la responsabilité professionnelle découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242, 1792 et suivants du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

21.2 Devoir de Conseil

Devoir de conseil : le Titulaire a, outre l'obligation d'exécution, une obligation de conseil pouvant faire jouer sa responsabilité le cas échéant. Cette obligation se manifeste notamment dans le choix des matériaux et matériels utilisés, ou dans les propositions de travaux et, réponse technique et économique, faites à l'écrit ou à l'oral, par le Titulaire, ses sous-traitants, et/ou son personnel.

21.3 Responsabilité

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché est à exécuter par le personnel du Titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, et dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, le Titulaire est responsable des dommages causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations.

Le Titulaire est responsable de son personnel qui s'engage à observer le secret absolu sur les activités, les matériels et les informations dont ils pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations dans les différents sites.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'Administration à résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Le Titulaire et ses préposés accomplissant un service dans un établissement pénitentiaire sont soumis aux interdictions énumérées par le Code Pénal à l'article 434-35 et par le Code de Procédure Pénale à l'article D.220. Ces articles précisent notamment qu'il est interdit aux personnes susvisées d'introduire ou de sortir des correspondances, des sommes d'argent, ainsi que tous objets quelconques destinés aux détenus ou venant de leur part.

Toute infraction à ces articles entraînerait les sanctions prévues par le Code Pénal aux articles 434-32 et 434-35 et la résiliation du ou des marché(s) attribué(s) au Titulaire.

ARTICLE 22 - DROIT, LITIGE ET LANGUE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litiges sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui la concerne des cas relevant de l'application de plein droit par le pouvoir adjudicateur des dispositions du C.C.A.G. et des pénalités prévues au présent C.C.A.P., les parties conviennent de rechercher un accord amiable.

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le **comité consultatif du règlement amiable** qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

Le C.C.I.R.A. compétent et celui de PARIS :

Préfecture de la région Ile-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

À noter : le dossier de saisine envoyé à la CCIRA de Paris doit comporter 4 exemplaires papier et 1 exemplaire sur clé USB. Cet envoi peut être doublé d'un courriel.

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables.

Le tribunal compétent est le **Tribunal Administratif de Melun** conformément aux dispositions de l'article R312-11 du code de justice administrative.

Tribunal Administratif de Melun :

43 Rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630
77008 MELUN CEDEX
Tél : 01 60 56 66 30
<http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire utilisée dans le cadre de ce marché est l'Euro.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 23 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES

Le Titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble des obligations définies dans ces articles par ses collaborateurs, et sous-traitant éventuels.

Il est dérogé aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG FCS comme suivant :

23.1 Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent marché et toute information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la DISP de Paris.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

23.2 Confidentialité des données

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché,
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché,
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché,
- Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

La DISP de Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé. Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La DISP de Paris pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

23.3 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données »

Le présent article déroge à l'article 5.2.3 du CCAG.

Pour l'application du présent article, **le responsable de traitement, au sens du règlement général sur la protection des données** du 27 avril 2016, **est l'acheteur, et le sous-traitant est le Titulaire du marché public.**

Description du traitement de données à caractères personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'utilisation ou la communication de ces données pour des actions liées à la prestation visée ci-dessus.

Les types de données à caractère personnel traitées sont : NOM, PRENOM, NUMERO DE TELEPHONE, ADRESSE MAIL.

Les catégories de personnes concernées sont les agents du ressort de la DISP de Paris.

Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Le Titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures après en avoir pris connaissance et par courriel ou courrier à l'adresse de la DISP de Paris.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel.

Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement et tout moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le Titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, et, le cas échéant, du délégué à la protection des données.

Documentation

Le Titulaire met à disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audit, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés dans le C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 9 déroge à l'article 41 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 10 déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 20.3 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 23 déroge aux articles 5.1 et 5.2 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 23.3 déroge à l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.